

Bibliographies du CRDD

Politique de l'eau

Conférence environnementale 2013

Août 2013



Les documents présentés dans cette bibliographie sont consultables en ligne
ou au CRDD pour les documents papier.

CRDD - Centre de ressources du Développement durable

Commissariat général au Développement durable
Tour Voltaire 01-18
92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 17 92/93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Ouvert de 9h à 17h30

Site et base de données (65 000 références) :

www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

Ressources Internet

I - Etat écologique des milieux et pollutions

II - Gouvernance dans le domaine de l'eau

III - Politiques mises en oeuvre

Ressources Internet

Ministère de l'écologie – Eaux et milieux aquatiques

La gestion de l'eau en France, la ressource en eau, la lutte contre la pollution, l'assainissement, les cours d'eau et la préservation des milieux aquatiques, les métiers de l'eau, l'eau au quotidien

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Eaux-et-milieux-aquatiques-.html>

Agences de l'eau

Etablissements publics du ministère chargé du développement durable, les six agences de l'eau regroupent 1800 collaborateurs et ont pour missions de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques.

<http://www.lesagencesdeleau.fr/>

ONEMA – Office national de l'eau et des milieux aquatiques

Organisme technique français de référence sur la connaissance de l'état des eaux et sur le fonctionnement écologique des milieux aquatiques

<http://www.onema.fr/>

Eaufrance – Le portail de l'eau

Ce portail est le point d'entrée du Système d'information sur l'eau (SIE). Il a pour but de faciliter l'accès à l'information publique dans le domaine de l'eau en France.

<http://www.eaufrance.fr/>

OIEeau - Office international de l'eau

L'OIEeau anime un réseau de partenaires : des organismes publics et privés impliqués dans la gestion et la protection des ressources en eau, en France, en Europe et dans le monde.

Ce site présente les missions de l'OIEeau : former, informer, gérer et coopérer dans le domaine de l'Eau.

<http://www.oieeau.fr/>

I – Etat écologique des milieux et pollutions

- 20828 CGDD Service de l'observation et des statistiques
DUBOIS (A)
Contamination des cours d'eau par les pesticides en 2011. Chiffres et statistiques n° 436 – Juillet 2013.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1108/contamination-cours-deau-pesticides-2011.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 – 7 p.
- 20108 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Les prélèvements d'eau en France en 2009 et leurs évolutions depuis dix ans. Chiffres et statistiques n° 290 - février 2012.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1941/1108/prelevements-deau-france-2009-leurs-evolutions-depuis-dix.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 8 p., graph., cartes, tabl.
Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Environnement
- 20404 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Chiffres clés de l'environnement. Edition 2012.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1942/1097/chiffres-cles-lenvironnement-edition-2012.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 60 p., graph., lexique
Repères CGDD
- Cette première édition des « Chiffres clés de l'environnement » offre un panorama des différentes thématiques environnementales. Concernant le domaine de l'eau, sont présentés des chiffres sur la pollution des eaux souterraines et des cours d'eau, les flux polluants à la mer, le traitement de l'eau distribuée, les contaminants dans le milieu marin, les prélèvements en eau par usage et la consommation d'eau potable journalière.*
- AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT
European waters : assessment of status and pressures.
<http://www.eea.europa.eu/publications/european-waters-assessment-2012>
Copenhague, AEE, 2012 – 96 p.
- Ce rapport montre que les eaux européennes sont soumises à de nombreuses pressions - pollution, pénurie, inondations - et que le bon état écologique des eaux sera difficilement atteint à l'horizon 2015 si les Etats n'intensifient pas leurs actions.*
- 20164 WORLD WILDLIFE FUND, PAYS-BAS Université de Twente
L'empreinte eau de la France.
<http://www.wwf.fr/s-informer/actualites/le-wwf-france-publie-son-indicateur-empreinte-eau>
Paris, WWF, 2012 - 38 p., tabl., cartes, graph.
- L'empreinte eau est un indicateur de l'usage direct ou indirect qui est fait de l'eau douce. Elle se décompose en empreinte eau bleue (eau de surface et eau souterraine), verte (eau de pluie) et grise (eau utilisée pour diluer les polluants). Cette étude, initiée et financée par le WWF-France et réalisée par l'Université de Twente (Pays-Bas), révèle les caractéristiques de l'empreinte eau de la France. L'empreinte eau est le premier indicateur à évaluer la soutenabilité de l'usage de l'eau, en identifiant les bassins ("points chauds") qui souffrent d'une rareté en eau bleue due à l'empreinte eau française, affectant aussi bien les activités humaines que la biodiversité.*
- 19342 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
BOMMELAER (O), DEVAUX (J)
Coût des principales pollutions agricoles de l'eau.
www.developpement-durable.gouv.fr/Couts-des-principales-pollutions.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 26 p., cartes, tabl., ann., schémas
Etudes et documents du CGDD N° 52

Cette étude analyse certaines dépenses entraînées par les pollutions agricoles diffuses dues aux apports excédentaires d'azote et de pesticides. Elle identifie :

- des dépenses supplémentaires des ménages entraînées par les pollutions agricoles des captages d'eau potable qui ne concernent qu'une infime partie des ressources aquatiques polluées ;

- un premier inventaire partiel des autres impacts marchands de ces pollutions ;

- les coûts de dépollution de la ressource et des milieux aquatiques vis-à-vis des nitrates et pesticides agricoles transférés et accumulés dans ces milieux.

- 19381 CGDD Service de l'observation et des statistiques
DUBOIS (A), LACOUTURE (L)
Les pesticides dans les milieux aquatiques. Données 2007. Etudes et documents du CGDD n° 26.- 2010.- 48 p.
Bilan de présence des micropolluants dans les milieux aquatiques continentaux. Période 2007-2009.- Etudes et documents du CGDD n° 54.- 2011.
A - Rapport.- 56 p.
B - Annexes partie 1. Pesticides.- 117 p.
C - Annexes partie 2. Micropolluants hors pesticides.- 136 p.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1808/1108/bilan-presence-micropolluants-milieux-aquatiques.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - ann., cartes, tabl., graph., bibliogr.

Ce bilan s'inscrit dans la continuité des précédents bilans pesticides réalisés par l'Institut français de l'Environnement (Ifen).

La mise en oeuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE) a conduit à une évolution des réseaux de suivi de la qualité des eaux et à l'adoption de nouveaux critères d'évaluation.

Données 2007 :

2007 est la première année de mise en oeuvre du programme de surveillance. On note la présence de pesticides dans 91 % des points suivis dans les cours d'eau et de 59 % des points en eaux souterraines. Les teneurs mesurées sont parfois très faibles, cela traduit néanmoins une dispersion importante des pesticides dans les milieux aquatiques.

Le bilan 2007-2009 s'élargit aux autres micropolluants suivis dans les milieux aquatiques. Il s'agit d'une action inscrite dans le Plan national micropolluants 2010-2013 dont l'objectif est de valoriser les données de surveillance acquises et de disposer d'une photographie des micropolluants présents dans les milieux aquatiques afin de contribuer à la définition de nouvelles actions.

- 17999 CLUB D'INGENIERIE PROSPECTIVE ENERGIE ENVIRONNEMENT
BONNET (JF), LORNE (D)
Eau et biocarburants. Impacts sur l'eau du développement des biocarburants en France à l'horizon 2030.
<http://www.iddri.com>
Paris, IDDRI, 2009 - 98 p., ann., tabl., graph., bibliogr., lexique, cartes

La présente étude a pour objectif de proposer une évaluation prospective des impacts potentiels sur l'eau de différents scénarios de production de biocarburants à l'horizon 2030. Ces scénarios sont contrastés en termes de type d'agriculture, de technologie et de priorité environnementale. Leur évaluation à partir des bassins Adour-Garonne et Seine-Normandie a permis de produire des résultats comparatifs, sur la base d'indicateurs quantifiées.

- 18525 CGDD Service de l'observation et des statistiques
DUBOIS (A)
Évolution de la qualité des cours d'eau : volet macropolluants.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Evolution-de-la-qualite-des-cours.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 48 p., cartes, graph., tabl.
Etudes et documents du CGDD N° 13

Pour établir une tendance à long terme de la qualité des cours d'eau, le Service de l'observation et des statistiques a développé une méthode statistique d'indices. S'appuyant sur l'évolution des concentrations moyennes annuelles sur 55 bassins versants, l'étude couvre les pollutions azotées et phosphorées, ainsi que la teneur et la consommation d'oxygène dans les cours d'eau. L'indice, calculé à l'échelle nationale sur la période 1998-2007, indique une amélioration quant aux paramètres liés aux rejets.

La tendance est moins marquée pour les nitrates. Ces évolutions nationales sont complétées par celles des 55 bassins versants, regroupés par agences de l'eau.

17892

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT Ile de France
Nitrates. Contamination dans les eaux de la région Ile-de-France. Bilan 1995 à 2006.
http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Plaquette_Nitrates_cle58cc1d-1.pdf
 Gentilly, DIREN, 2008 - 13 p., cartes, graph.

Dans le cadre de la directive "nitrates", cette publication présente, sur onze ans (1995 à 2006), un bilan des concentrations en nitrates retrouvées dans les eaux superficielles et les eaux souterraines des quatre départements de la Grande couronne d'Ile-de-France, situés en zone vulnérable (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise). Les résultats montrent que ces concentrations continuent d'augmenter dans les rivières et les nappes franciliennes, où elles atteignent des niveaux particulièrement élevés.

- **Articles de presse spécialisée**

Nitrates : la France de nouveau condamnée par la Cour de justice européenne.
 Environnement et Technique n°327, pp. 38-39 – 01/07/2013

CGDD Service de l'observation et des statistiques
 LACOUTURE (L)

Les teneurs en nitrates augmentent dans les nappes phréatiques jusqu'en 2004 puis se stabilisent, mais de fortes disparités régionales existent.

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2011/1108/teneurs-nitrates-augmentent-nappes-phreatiques-jusquen-2004.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 161, p. 1-4, cartes, graph. - 01/05/2013

ERCIN (AE), MEKONNEN (MM), HOEKSTRA (AY)

Sustainability of national consumption from a water resources perspective : the case study for France.

Ecological economics n° 88, p. 133-147, bibliogr., cartes, graph. - 01/04/2013

BOMMELAER (O)

Dossier Eau et agriculture : quels défis aujourd'hui et demain ? Le coût des pollutions agricoles.

POUR n°213, p. 61-64 - 01/03/2012

ESNOUF (C), GASCUEL (C)

Dossier. L'eau, de la terre au verre ou comment réduire l'impact des activités humaines sur la pollution des eaux.

INRA magazine n° 20, p. I-XII, tabl., fig. - 01/03/2012

BERTRAND (C), CASTILLO (L), DABERT (P), MOLLE (P), PRIGENT COMBARET (C), ROUVET (G)

Dossier. Préserver la ressource en eau : le défi biotech.

Mesurer la pollution chimique et biologique des eaux.

Des végétaux pour traiter les eaux usées.

Traiter les eaux usées de l'empirisme de la science.

Les alternatives aux pesticides.

Biofutur n° 330, p. 24-48 - 01/03/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques

LE MOULLEC (A), MEZDOUR (A)

La qualité des eaux de pluie : acidité en baisse mais pas de progrès pour les dépôts d'azote.

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/publication/1810/1101/qualite-eaux-pluie-acidite-baisse-pas-progres-depots-dazote-1.html

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 88, p. 1-4, schémas, graph. - 01/06/2011

GASPERI (J)

Polluants prioritaires dans les eaux de surface : qu'en est-il de la Seine à Paris ?

Techniques Sciences Méthodes, n°11, p. 41-62, bibliogr., tabl., graph. - 01/11/2010

Cet article présente les résultats de campagnes de mesure des particules sédimentables (40 recensées par la DCE et 20 composés jugés pertinents) le long de l'axe fluvial Seine, en région parisienne, d'Orly à Clichy.

WORLD WILDLIFE FUND

Dossier. La gestion de l'eau en France et la politique agricole : un long scandale d'Etat.

<http://www.wwf.fr/s-informer/nos-missions/eaux-douces>

WWF, 27 p. - 01/01/2010

CGDD Service de l'observation et des statistiques

DUBOIS (A)

La qualité des rivières s'améliore pour plusieurs polluants, à l'exception des nitrates.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-qualite-des-rivieres-s-ameliore,6128.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 18, p. 1-4, cartes, graph. - 01/07/2009

LAPERCHE (D)

Micropolluants : l'état des lieux.

Environnement et technique, n° 273, p. 24-28 - 01/01/2008

La Directive cadre sur l'eau DCE 2000/60/CE donne obligation de constituer un état des lieux de l'impact sur le milieu aquatique des activités humaines. Le projet Ampères a été développé pour détecter plus finement la présence, dans les eaux usées et les eaux traitées, de micropolluants tels que les substances prioritaires et les substances pharmaceutiques, ainsi que certains produits de dégradation de ces composés.

II – Gouvernance dans le domaine de l'eau

COUR DES COMPTES

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) : une transformation mal préparée, une gestion défaillante.

In « Rapport public 2013 de la Cour des comptes ».

<http://www.onema.fr/IMG/pdf/rapport-cc-ONEMA.pdf>

Paris, Cour des comptes, 2013 – 36 p.

L'ONEMA joue un rôle central dans la politique publique de l'eau, en assurant notamment des missions de recueil et de diffusion des données sur l'eau et ses usages, de protection et de surveillance de l'eau et des milieux aquatiques.

L'ampleur et l'accroissement des missions confiées à l'ONEMA, dans un contexte mouvant, complexe et soumis à la pression d'échéances communautaires, n'ont pas été accompagnés par la mise en place de moyens à la hauteur des enjeux. Il en est résulté de nombreuses défaillances et irrégularités dans la gestion administrative et financière qui ont nui à l'efficacité de l'action du nouvel établissement public.

20706

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
MARCUS (V), DUBOUCHER (P), BEN MAID (A), DEVAUX (J), NICKLAUS (D), CALVET (M),
POUPARD (C)

La fiscalité environnementale en France : un état des lieux.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-fiscalite-environnementale-en,32074.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 46 p., ann., bibliogr.
Références

Les taxes environnementales peuvent être distinguées en fonction de la problématique environnementale à laquelle elles s'appliquent : consommation de ressources, changement climatique et pollutions. En France, la fiscalité environnementale reste majoritairement assise sur les consommations énergétiques.

Pour les ressources en eau, voir pp. 13-15.

OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES
SALVETTI (M)
Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement. Panorama des services et de leurs performances.
http://www.services.eaufrance.fr/docs/synthese/rapports/spea2009_201202.pdf
Paris, ONEMA, 2012.- 82 p., graph., cartes

Elaboré à partir des données de l'observatoire, ce premier panorama propose des repères sur l'organisation, la qualité et le prix des services d'eau et d'assainissement collectif. Il éclaire également les enjeux de la gestion patrimoniale durable des services.

BIPE, FEDERATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRISES DE L'EAU
DEMOULIERE (R), BENSALD SCHEMBA (J), BERGER (J), AIT-KACI (A), ROUGIER (F)
Les services publics d'eau et d'assainissement en France : données économiques, sociales et environnementales.
http://www.fp2e.org/userfiles/files/publication/etudes/Etude%20FP2E-BIPE%202012_FR.pdf
Paris, FP2E, 2012 - 88 p.

Dans ce recueil sont présentés des informations sur l'état des ressources en eau, la gouvernance et l'organisation institutionnelle, des éléments chiffrés sur l'économie et sur les acteurs du secteur de l'eau, ainsi que des données sociales et de mesures de performance des services.

FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIES
Analyse comparative de services d'eau potable.
<http://www.fnccr.asso.fr/documents/Rapport%20Collectif%20Eau%20Potable%204.pdf>
Paris, FNCCR, 2012 – 125 p.

Cette analyse comparative, réalisée auprès de 30 collectivités, examine six aspects de l'activité des services d'eau potable : la gestion du patrimoine, la sécurisation de l'alimentation, la qualité du service à l'usager, la qualité de l'eau, les relations à l'environnement, les aspects économiques et financiers. Les données recueillies concernent l'exercice 2010

20163 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
La gouvernance de l'eau dans les pays de l'OCDE : une approche pluri-niveaux.
Paris, OCDE, 2012 - 276 p., tabl., graph.

Ce rapport aborde les enjeux de gouvernance multi-niveaux dans la mise en œuvre de la politique de l'eau et identifie les bonnes pratiques en matière de coordination entre les ministères, les niveaux de gouvernement et les acteurs locaux au niveau infra-national. Basé sur un cadre méthodologique, il évalue les principaux écarts de coordination en termes d'élaboration des politiques publiques, de financement, d'information, de responsabilité, d'objectifs et de renforcement des capacités et il fournit une plate-forme de mécanismes de gouvernance existants afin de les combler. A partir d'une étude exhaustive sur la gouvernance de l'eau, ce rapport dresse un tableau institutionnel des rôles et responsabilités dans l'élaboration des politiques de l'eau au niveau national et infra-national dans 17 pays de l'OCDE. Enfin, il fournit des directives préliminaires en matière de gouvernance multi-niveaux pour une politique intégrée de l'eau.

20248 GROUPE DE RECHERCHE POUR L'EDUCATION ET LA PROSPECTIVE
AYATS (JF), FEUILLETTE (S), GUIOMAR (X), PLUVINAGE (J)
Eau et agriculture : quels défis aujourd'hui et demain ?
Paris, GREP, 2012 - pp. 35-214, bibliogr.

Les conséquences de l'agriculture moderne sur l'eau constituent un défi majeur à relever par la France pour atteindre le bon état des eaux demandé par la directive cadre européenne sur l'eau. L'agriculture est non seulement l'un des principaux préleveurs d'eau, mais aussi le principal émetteur de nitrates et de pesticides dans les milieux aquatiques. Elle joue également un rôle essentiel en matière de rétention des eaux face aux risques d'inondation et d'érosion, qu'accroît le dérèglement climatique. Ce dossier fait un état des lieux et analyse l'enjeu que constitue l'agriculture pour la gestion de l'eau. Il étudie le rôle des agences, les perspectives et les solutions techniques, institutionnelles, scientifiques, politiques permettant de répondre à cet enjeu.

- 19021 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
BOMMELAER (O), DEVAUX (J), NOEL (C), TREMBLAY (M)
Le financement de la gestion des ressources en eau en France (actualisation de janvier 2012).
www.developpement-durable.gouv.fr/Le-financement-de-la-gestion-des.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 80 p., bibliogr., tabl., graph.
Etudes et documents du CGDD N° 62
- Cette étude explore les bénéfices d'une gestion des ressources en eau visant l'atteinte durable du bon état écologique. Après un rappel des fondamentaux hydrologiques, géographiques et institutionnels, le rapport explore les différents types de bénéfices liés à une gestion durable de l'eau, rassemble les données financières et présente les mécanismes de financement. Il montre que :*
- les anciens mécanismes de paiement de « l'eau par l'eau » et du « tout tarif » trouvent leurs limites : le buveur d'eau ne peut payer seul la résorption des pollutions de toutes les activités agricoles et économiques,
 - la gestion quantitative préventive de la ressource devrait être renforcée et intégrée à la gestion de la qualité.
- 19147 FEDERATION DES MAIRES DES VILLES MOYENNES, SAUR
La tarification de l'eau.
Paris, Gazette des communes, 2011 - 16 p., schémas
- Ce document dresse le panorama actuel des services de l'eau et de l'assainissement, leur fonctionnement, leur financement et le rôle des différents acteurs publics et privés. Il esquisse les évolutions à venir, tant les services publics de l'eau sont face à des enjeux majeurs de nature à influencer sur leur organisation et leur prix.*
- 18493 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Le service d'assainissement en France : principales données 2008. Chiffres et statistiques n° 210 - avril 2010.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1806/1168/service-dassainissement-france-principales-donnees-2008.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 1-8, graph., tabl.
Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement
- ASSEMBLEE NATIONALE
LUCA (L), GLAVANY (J)
Géopolitique de l'eau : le défi de la gouvernance. Rapport d'information n° 4070.
<http://www.assemblee-nationale.fr/presse/communiqués/20120113-04.asp>
Paris, Assemblée nationale, 2011 – 312 p.
- L'accès à l'eau et son partage sont chaque jour un peu plus menacés, même si les risques de conflits interétatiques sont faibles. Les chiffres relatifs à l'accès à l'eau et à l'assainissement demeurent alarmants, la concurrence entre usages s'accroît, la biodiversité est en danger et la capacité de la planète à abreuver et nourrir les hommes est fragilisée. L'eau ne manque pas sur la planète et le défi à relever ne dépend pas de considérations techniques. Il est d'abord une question de gouvernance. Il s'agit de construire des modes de gestion de l'eau efficaces, s'exerçant en priorité à l'échelle du bassin ou de l'aquifère et permettant de formuler des choix sur les usages. Il s'agit aussi de parfaire la gouvernance internationale, de la doter d'une entité opérationnelle unique, chargée de concrétiser le droit à l'eau, de consolider le droit de l'eau et de soutenir l'hydrodiplomatie. Ce rapport formule vingt orientations et propositions pour la gouvernance de l'eau, l'aide publique au développement et l'hydrodiplomatie.*
- COUR DES COMPTES
Les services publics d'eau et d'assainissement : des évolutions encourageantes.
In « Rapport public 2011 de la Cour des comptes ».
http://www.ccomptes.fr/content/download/1533/15196/version/2/file/A_services_publics_eau_et_assainissement.pdf
Paris, Cour des comptes, 2011 – 45 p.

Le rapport 2011 de la Cour des comptes relève des évolutions encourageantes dans la gestion des services publics d'eau et d'assainissement. Afin de disposer d'une base de données pertinente sur l'ensemble de la France, il recommande d'améliorer le fonctionnement du système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement. Il propose notamment d'instaurer une obligation de transmission de l'ensemble des indicateurs de performance pour les services publics les plus significatifs au plan national et de compléter cette base de données avec les indicateurs de performances de services sélectionnés selon un échantillonnage représentatif de la diversité des structures et des territoires.

19272

CONSEIL D'ETAT

L'eau et son droit. Rapport public 2010.

<http://www.conseil-etat.fr/cde/fr/rapports-et-etudes/l-eau-et-son-droit.html>

Paris, Documentation française (La), 2010 - 582 p., ann.

Etudes et documents N° 61

Dans une première partie, le rapport brosse un panorama des utilisations de la ressource en eau et dresse un état des lieux du droit qui lui est applicable, de l'organisation, de la gestion, du financement et de la gouvernance de l'eau.

La seconde partie est consacrée aux réponses à apporter aux préoccupations nouvelles. Même si la situation de la France est dans l'ensemble satisfaisante (quantité, qualité et prix de l'eau), de nombreuses améliorations peuvent être apportées.

Le rapport s'attache à analyser les problèmes liés à la gestion de l'eau dans quatre secteurs : agriculture, ville, énergie, transport fluvial. Il étudie aussi l'application du droit communautaire et national en la matière.

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

La gestion quantitative dans les SAGE : analyse 2009 du réseau eau de FNE.

[http://www.fne.asso.fr/fr/la-gestion-quantitative-de-l-eau-dans-les-sage.html?](http://www.fne.asso.fr/fr/la-gestion-quantitative-de-l-eau-dans-les-sage.html?cmp_id=37&news_id=1656)

[cmp_id=37&news_id=1656](http://www.fne.asso.fr/fr/la-gestion-quantitative-de-l-eau-dans-les-sage.html?cmp_id=37&news_id=1656)

Paris, FNE, 2010 – 36 p.

Ce document présente l'architecture législative et la planification de la gestion quantitative en France, les différents aspects de la gestion quantitative dans les SDAGE ainsi que des exemples de gestion sur trois territoires (Marais Poitevin, nappe de Beauce et nappe du Cénomani).

17914

DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU LOGEMENT ET DE LA NATURE

La politique publique de l'eau en France. Une expérience au service de la communauté internationale.

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Politique_de_l_eau-brochure-FR_cle715bde.pdf

Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 17 p., fotogr., cartes

Ce document présente l'organisation de la gestion de l'eau en France ainsi que l'expérience française au service de l'action internationale dans ce domaine.

17720

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

VIGUERIE (P DE)

Les usages domestiques de l'eau.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000238/>

Paris, Journal officiel, 2009 - 152 p., ann., schémas, tabl., graph., bibliogr.

Avis et rapports N° 14

- Etat des lieux deux ans après la loi sur l'eau et les milieux aquatiques : évolution du cadre légal et réglementaire de la politique de l'eau ; évolution du service de l'eau et de la gestion de la ressource ; état des lieux dans les collectivités d'outre-mer.

- Propositions et priorités : renforcement de l'évaluation, de la transparence et de la gouvernance au bénéfice de l'utilisateur ; gestion quantitative et qualitative de la ressource ; prix du service de l'eau ; politiques de l'eau outre-mer.

- 17834 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
De l'eau pour tous. Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement. Messages clés pour les décideurs.
<http://www.oecd.org/dataoecd/36/47/42363712.pdf>
 Paris, OCDE, 2009 - 34 p., bibliogr., graph.

Ce rapport met l'accent sur les aspects économiques et financiers de la gestion des ressources et de la fourniture des services d'eau. Il aborde les points suivants : la planification financière stratégique appliquée à l'eau et à l'assainissement, la conception et la mise en œuvre de stratégies de tarification de l'eau qui concilient la viabilité financière et les autres objectifs de l'action publique, l'actualité de la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau et les tendances et perspectives de l'utilisation de l'eau en agriculture. Il porte sur les pays en développement et sur les pays de l'OCDE et propose des recommandations concrètes, assorties de listes de contrôle des actions à mener.

- 17553 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
 KOTLICKI (MJ)
Les activités économiques dans le monde liées à l'eau.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000006/0000.pdf>
 Paris, Journal officiel, 2008 - 248, cartes, bibliogr., ann.
 Avis et rapports N° 2008/35

La France se caractérise par un mode original de gestion de l'eau : les collectivités ont le libre choix entre régie et délégation de service public. Cette organisation qui a permis de développer des institutions, une expertise et un savoir-faire technique reconnu dans le monde est questionnée aujourd'hui.

Le rapport analyse l'enjeu économique et stratégique de l'eau (consommation des usagers, accroissement de la demande à l'international, réduction des inégalités de répartition de la ressource, déséquilibre entre l'offre et la demande). Il présente les acteurs et les modes de gestion (régie ou gestion directe, délégation de service public en France, privatisation), les groupes privés, les acteurs institutionnels. Il conclut sur les atouts et faiblesses du modèle français et évoque l'enjeu essentiel de l'aide au développement.

- **Articles de presse spécialisée**

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation
 TANGUY (JM), RUYSSCHAERT (F)
Wikhydro : le wiki des hydrosystèmes.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Wikhydro-le-wiki-des-hydrosystemes.html>
 Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 163, p. 1-4 - 01/06/2013

Wikhydro est un outil collaboratif de partage et de diffusion de la connaissance dans le domaine de l'eau mis en place par le ministère de l'écologie. Il est ouvert aux contributions des organismes du réseau scientifique et technique du ministère (RST), des services déconcentrés et des services techniques de collectivités, et de professionnels du domaine.

LE LANNIER (A), PORCHER (S)
Gestion publique ou privée ? Un benchmarking des services d'eau en France.
 Revue d'Economie Industrielle n° 140, p. 19-44, bibliogr., tabl. - 01/10/2012

Dossier. Eau : vers une exploitation des ressources non conventionnelles.
 Environnement et technique n° 316, p. 30-45, tabl. - 01/07/2012

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
 BEN MAID (A), CALVET (M)
La redevance pour prélèvement d'eau : quelle utilisation pour la gestion quantitative de la ressource ?
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-redevance-pour-prelevement-d.html>
 Point sur - Economie et évaluation - Ressources n° 127, p. 1-8, graph., cartes - 01/05/2012

ANCTIL (F), SALLES (D), BIRON (N)
La gestion intégrée de l'eau en France, aux prises avec la réalité.
<http://www.iepf.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=468>
 Liaison Energie Francophonie n° 92, bibliogr. - 01/04/2012

ALLAIN (S)

Dossier “Le champ des communs en question : perspectives croisées”. Négocier l'eau comme un bien commun à travers la planification concertée de bassin.

Natures sciences sociétés n° 1, p. 52-65, bibliogr. - 01/01/2012

Enquête. Le casse-tête de la tarification de l'eau.

Environnement Magazine n° 1702, p. 26-32 – 01/11/2011

BARRAQUE (B), ISNARD (L), MONTGINOUL (M), RINAUDO (JD), SOURIAU (J)

Dossier. Gestion durable de la ressource en eau : l'utilisation du paiement pour service environnemental au service de la protection des captages.

Baisse des consommations d'eau potable, gestion des services de l'eau et développement durable.

Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 63, p. 87-95, p. 102-108, bibliogr., tabl. - 01/07/2011

COUVEINHES (P)

Dossier. L'eau potable.

Responsabilité et Environnement, n°63, 132 p., bibliogr., graph., tabl., schém., carte, phot. - 01/07/2011

- *la distribution d'eau potable au début du XXIe siècle (autorités organisatrices des services de l'eau en France, la distribution de l'eau potable en Europe) ;*

- *la qualité de l'eau distribuée (prévention et gestion des risques sanitaires en France, l'ANSES, critères de la qualité de l'eau potable) ;*

- *l'eau potable, outil de développement durable (préservation de l'alimentation, protection des eaux souterraines, paiement pour service environnemental au service de la protection des captages, utilisation de l'eau de pluie, baisse des consommations, qualité de l'eau du robinet et confiance du consommateur).*

La construction des indicateurs de performance des services d'eau en France : mesurer le développement durable ?

Natures sciences sociétés n° 3, p. 213-223, bibliogr., fig. - 01/07/2011

CGDD Service de l'observation et des statistiques

GICQUIAUX (C), GREGOIRE (P), LE JEANNIC (F)

Services d'eau et d'assainissement : une inflexion des tendances ?

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Services-d-eau-et-d-assainissement.html>

Point sur - Observation et statistiques - Environnement n° 67, p. 1-4, cartes, graph., tabl. - 01/12/2010

MONTGINOUL (M), NEVERRE (N), RINAUDO (JD)

La tarification incitative : quel impact sur la demande en eau, l'équilibre budgétaire et l'équité ?

Techniques Sciences Méthodes n° 12, p. 37-44, cartes, graph. - 01/12/2010

GUESNIER (B)

L'eau et le développement durable : un couple en rupture sans gouvernance sociétale et coopération décentralisée.

<http://developpementdurable.revues.org/8376>

Développement durable et territoires, volume 1, n° 1, p. 1-15 - 01/05/2010

RICHARD (V)

La place des organismes interétatiques de bassin dans la gouvernance de l'eau partagée.

<http://vertigo.revues.org/8882>

Vertigo, la revue électronique en sciences de l'environnement, n° 9 hors série, p. 1-6 – 01/11/2009

RICHARD (S), RIEU (T)

Vers une gouvernance locale de l'eau en France : analyse d'une recomposition de l'action publique à partir de l'expérience du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) de la rivière Drôme en France.

<http://vertigo.revues.org/8306>

Vertigo, revue électronique en sciences de l'environnement, vol. 9, n° 1, p. 1-9 - 01/05/2009

Participation and evaluation for sustainable river basin governance.

Ecological economics n° 68/4, p. 931-1005, bibliogr., graph., fig., tabl. - 15/02/2009

BARBIER (R), BOSC (C), BOULEAU (G), BRUN (A), CLARIMONT (S), DOUSSAN (I), GRANDGIRARD (A), PETIT (O), TSANGA TABI (M)

Dossier. Gestion de l'eau en France : acteurs et politiques publiques.

Economie rurale n° 309, p. 4-80, bibliogr. - 01/01/2009

- *Le département, un acteur clef de la politique de l'eau.*
- *L'évolution des politiques française et espagnole sur l'eau. Entre directives communautaires et décentralisation administrative.*
- *La politique de gestion des eaux souterraines en France. Une analyse en termes de gestion intégrée.*
- *La gestion contractuelle de l'eau avec les agriculteurs est-elle durable ? Approche politique et juridique.*

BOUBA OLGA (O), CHAUCHEPOIN (P), SAUVENT (A)

Les contraintes cognitives, déterminant essentiel du choix du mode de gestion de l'eau.

Revue d'Economie Industrielle n° 124, p. 7-22, bibliogr., tabl., fig. - 01/10/2008

III – Politiques mises en oeuvre

20860

PREMIER MINISTRE

LESAGE (M)

Rapport d'évaluation de la politique de l'eau en France. Mobiliser les territoires pour inventer le nouveau service public de l'eau et atteindre nos objectifs de qualité.

<http://www.gouvernement.fr/presse/rapport-d-evaluation-de-la-politique-de-l-eau-en-france>

Paris, Premier ministre, 2013 – 219 p.

La première partie de ce rapport est consacrée à la description de la politique de l'eau en France, au dispositif législatif national et au cadre européen de l'eau avec la directive-cadre sur l'eau (DCE).

La deuxième partie procède à un état des lieux de la DCE en France : aperçu de l'état des masses d'eau, évaluation des schémas directeurs d'aménagements et de gestion des eaux (SDAGE) et des programmes de mesures (PdM).

La troisième partie, relative aux orientations et propositions, repose sur quatre constats :

- *les défis et les nouveaux enjeux liés à l'eau sont considérables ;*
- *les questions liées à l'eau en France, et en particulier celle de l'atteinte des objectifs de bonne qualité fixés par la DCE, relèvent d'enjeux de gouvernance ;*
- *le « modèle » français de l'eau a permis des avancées mais il a aujourd'hui atteint ses limites ;*
- *les enjeux liés à l'eau sont interdépendants, comme les politiques publiques de développement des territoires. Ils ne peuvent être dissociés.*

20859

PREMIER MINISTRE

MARTIN (P)

La gestion quantitative de l'eau en agriculture. Une nouvelle vision, pour un meilleur partage.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000337/index.shtml>

Paris, Premier Ministre, 2013 - 87 p., ann.

Ce rapport fait un point sur les enjeux liés au partage de l'eau, les modes d'irrigation et la mise en œuvre de la réforme des volumes prélevables de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006. Il rappelle la nécessité d'anticiper les changements climatiques. Il préconise de s'appuyer sur une vision partagée au plus près des territoires pour conjuguer l'alimentation en eau potable des populations humaines, la protection des milieux aquatiques et les usages économiques de l'eau dans une logique territoriale et aussi de finaliser la réforme engagée depuis la loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

- 20651 NATIONS UNIES Programme des Nations Unies pour l'environnement, INSTITUTE FOR EUROPEAN ENVIRONMENTAL POLICY
The economics of ecosystems and biodiversity (TEEB) for water and wetlands. - 84 p. L'économie des écosystèmes et de la biodiversité pour l'eau et les zones humides.- Résumé.- 13 p.
<http://www.teebweb.org/wetlands/>
 Londres, IEEP, 2013 - 84 p., fotogr., tabl., bibliogr.
Le rapport propose une réflexion sur les services écosystémiques relatifs à l'eau pour encourager la volonté politique, l'engagement du secteur privé et l'investissement dans la conservation, la restauration et l'utilisation rationnelle des zones humides. Il explique comment le fait de reconnaître, démontrer et apprécier le rôle et les valeurs des services écosystémiques relatifs à l'eau et aux zones humides peut contribuer à une prise de décisions éclairée, plus efficace et plus juste.
- 20681 OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES, COMMISSION EUROPEENNE
 WALLIS (C), BLANCHER (P), SEON MASSIN (N), MARTINI (F), SCHOUPE (M)
Mise en oeuvre de la directive cadre sur l'eau. Quand les services écosystémiques entrent en jeu. 2ème séminaire "Quand les sciences de l'eau rencontrent les politiques publiques", Bruxelles, 29-30 septembre 2011.
http://carteau.onema.fr/contenu/actualites/nouvelle_synth%C3%A8se_des_rencontres_de_lonema_%C2%AB_mise_en_oeuvre_de_la_directive_cadre
 Vincennes, ONEMA, 2013 - 208 p., ann., bibliogr., fotogr., web
 Séminaire Rencontres de l'ONEMA (Les)
Co-organisé par l'Onema et la DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, ce séminaire s'est déroulé en deux temps. Le premier visait à présenter et clarifier conceptuellement l'approche par les services écosystémiques (ASE) et à montrer sa pertinence et ses limites par rapport à la directive cadre sur l'eau (DCE). Le second se composait de présentations et de trois tables rondes consacrées à des cas spécifiques d'application de l'approche par les services écosystémiques, en lien avec trois problèmes de la gestion de l'eau : la quantité, la qualité et l'hydromorphologie. Le séminaire a permis de cerner les connaissances actuelles sur le concept de services écosystémiques et d'identifier les études de cas et autres outils à disposition des gestionnaires de l'eau. Il a contribué à identifier les besoins de recherche prioritaires en vue de faciliter la mise en oeuvre opérationnelle de la DCE. Il s'est conclu sur une série de recommandations sous forme d'actions de suivi.
- 20528 CGDD Service de l'observation et des statistiques
 DUBOIS (A)
Mise en oeuvre de la directive cadre sur l'eau : position de la France en Europe en 2009. Chiffres et statistiques n° 367 - novembre 2012.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/environnement/s/milieus-eau.html>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 10 p., graph., tabl.
 Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement
- DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE LA NATURE
Mise en oeuvre de la directive-cadre sur l'eau. Pour un bon état des eaux en 2015.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Mise-en-oeuvre-de-la-directive.html>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012, 39 p., ann., carte, graph., phot.
Ce document décrit les objectifs de la Directive-cadre sur l'eau (DCE) et les grands principes de la gestion de l'eau en France. Il explique comment la DCE a été mise en oeuvre à l'échelle nationale et quels ont été les mesures et les efforts entrepris pour parvenir au bon état des masses d'eau.
- COMMISSION EUROPEENNE
Plans de gestion des bassins hydrographiques. Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur la mise en oeuvre de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE). COM (2012) 670 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0670:FIN:FR:PDF>
 Bruxelles, Commission européenne, 2012 – 16 p.

- COMMISSION EUROPEENNE
Plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau de l'Europe. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. COM (2012) 673 final.
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0673:FIN:FR:PDF>
Bruxelles, Commission européenne, 2012 – 30 p.
- 20145 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT
Towards efficient use of water resources in Europe.
<http://www.eea.europa.eu/publications/towards-efficient-use-of-water>
Copenhague, AEE, 2012 - 70 p., bibliogr., graph.
EEA Report N° 1/2012
Ce rapport décrit l'état des ressources en eau de l'Europe et propose des solutions pour une meilleure utilisation. Les efforts majeurs pour éviter la pénurie d'eau en Europe s'orientent vers des systèmes d'irrigation plus efficaces, un meilleur approvisionnement public et une coordination entre la législation de l'eau et celle de l'énergie.
- 20384 WORLD WILDLIFE FUND
ROBINET (P)
Evaluation économique des écosystèmes d'eau douce. L'eau potable : Paris et Lons-le-Saunier.
<http://www.wwf.fr/s-informer/actualites/preserver-les-ecosystemes-d-eau-douce-ou-investir-dans-des-solutions-curatives>
Paris, WWF, 2012 - 48 p., tabl.
Ce rapport passe en revue les services rendus par les écosystèmes, qui leur confèrent une valeur monétaire importante, et les différentes méthodes utilisées pour l'évaluation de ces services. Il s'interroge sur les limites de ces évaluations, qu'elles soient d'ordre méthodologique ou éthiques car la monétarisation de la nature n'est pas neutre, en particulier dans les processus de décision pour la protection de la nature. L'évaluation économique est un outil et ne doit pas mener à réduire la nature à un bien marchand. La protection des captages d'eau est un exemple d'utilisation de l'outil économique pour des décisions concernant la protection d'une ressource naturelle. S'appuyant sur des arguments économiques, le rapport s'intéresse aux cas particuliers de Lons-le-Saunier et de Eau de Paris qui ont décidé de mener une politique de protection amont des captages.
- 20062 OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES
AMIGUES (JP), CHEVASSUS AU LOUIS (B)
Évaluer les services écologiques des milieux aquatiques : enjeux scientifiques, politiques et opérationnels.
<http://www.documentation.eaufrance.fr/notice/0000000013566bea4fe04fcc7fd796b>
Vincennes, ONEMA, 2011 - 172 p., ill., schémas, tabl., ann., bibliogr.
Comprendre pour agir
Les services écologiques recouvrent un ensemble de biens et de services matériels ou immatériels issus de la nature et dont l'homme bénéficie. Dans cet ouvrage, les auteurs dressent une synthèse sur le sujet et précisent les notions issues des études de la biodiversité en les appliquant à la gestion des milieux aquatiques. Ils mettent en perspective les enjeux de l'évaluation socio-économique des services pour la gouvernance de l'eau en France, jusqu'ici davantage concernée par la qualité de la ressource que par celle des milieux. L'ambition ouverte par la directive cadre sur l'eau est de concilier la préservation et la restauration des milieux naturels avec un accès durable à l'eau. Cet ouvrage montre que l'évaluation des services écologiques au service de cet objectif est au carrefour de différents enjeux et défis posés tant à la communauté scientifique qu'aux acteurs de l'eau. Il détaille les principaux éléments de ce que pourrait être une doctrine d'emploi de l'évaluation des services écologiques comme une aide à la gestion et à la décision publique.

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, MINISTERE DE L'AGRICULTURE
Plan d'adaptation de la gestion de l'eau : soutiens à la création de retenues d'eau et à l'adaptation des cultures.

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_retenues_eau_REPRO_VF3.pdf
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 – 12 p.

Ce plan à cinq ans est constitué de deux volets :

- un volet sur les retenues dont l'objectif est de mieux assurer l'équilibre entre les besoins de l'irrigation et les ressources disponibles ;
- un volet sur une meilleure utilisation de l'eau qui consiste à mettre en œuvre la réduction des volumes d'eau prélevés sur 14 000 hectares, en implantant des cultures plus économes en eau.

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER (MEEDDM)

Plan micropolluants 2010-2013 : un plan d'action national pour lutter contre la pollution des milieux aquatiques.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-micropolluants-dans-les.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 45 p., gloss.

Ce plan d'action a pour objectif de diminuer la présence des micropolluants dans les milieux aquatiques et décline, pour cela, les actions correspondantes engagées ou à engager par le ministère, les établissements publics et l'ensemble des acteurs de l'eau. Il s'agit d'une mise à jour du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR, arrêté du 30 juin 2005). Ce plan se décline en quatre axes et 22 actions : réduire les émissions à la source, améliorer la connaissance de l'état des masses d'eau, dans le cadre du schéma national des données sur l'eau, améliorer les connaissances scientifiques et techniques pour identifier les marges de progrès et hiérarchiser l'action des pouvoirs publics, suivre et communiquer sur les progrès accomplis.

COUR DES COMPTES

Les instruments de la gestion durable de l'eau.

in « Rapport public 2010 de la Cour des Comptes »

<http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Rapport-public-annuel-2010>
Paris, Cour des comptes, 2010 – 39 p.

Dans son rapport annuel, la Cour des comptes dresse le bilan sur les instruments de la gestion durable de l'eau : elle conclut que le dispositif présente encore, en dépit de la multiplication des initiatives depuis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006, plusieurs faiblesses importantes auxquelles il conviendra de remédier pour atteindre les objectifs de la directive cadre .

CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
OIGNY (M), ORNELLAS (C D'), PAYEN (D), BEDEL (JA), BARREY (G), RATTIER (P)

Audit de la mise en œuvre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques : agences de l'eau Seine-Normandie, Artois-Picardie, Adour-Garonne.

http://portail.documentation.equipement.gouv.fr/documents/cgedd/006956-01_rapport.pdf
Paris, CGEDD, 2010 – 52 p.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 rénove l'organisation des institutions pour une meilleure efficacité. L'une de ses principales ambitions est l'atteinte des objectifs de la directive cadre européenne de la loi sur l'eau (DCE) d'octobre 2008, en particulier le retour à un bon état écologique des masses d'eau d'ici 2015. En lien direct avec les actions à conduire par les agences pour atteindre cet objectif, l'audit met en lumière les évolutions et les questions qui restent posées sur cinq thèmes. Ces derniers portent sur la réforme des redevances collectées par les agences, la réforme institutionnelle, la restauration des milieux aquatiques, les conventions relatives au traitement des eaux résiduaires urbaines, l'organisation et la gestion des ressources humaines.

17707 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
CHEGRANI (P)
**Restaurer les eaux souterraines : quels coûts ? Quels avantages ?
Cas de la nappe de la craie de l'Artois et de la vallée de la Lys.**
www.developpement-durable.gouv.fr/Restaurer-les-eaux-souterraines_5549.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 98 p., schémas, tabl., ann., cartes
Etudes et documents du CGDD N° 2

Cette étude propose une analyse coûts-avantages de la restauration d'une masse d'eau souterraine et s'inscrit dans le contexte de la Directive Cadre sur l'Eau.

L'exemple retenu est jugé représentatif d'un bon nombre de masses d'eau souterraines qui n'atteindront pas le bon état écologique en 2015, de par sa morphologie et de par la dégradation de son état par les nitrates et les pesticides. Cela signifie que, malgré des efforts immédiats, la qualité des eaux souterraines ne pourra s'améliorer qu'à terme du fait de l'inertie du milieu et du temps de transfert des polluants.

MINISTERE DE L'ECOLOGIE

FLAJOLET (A)

Le Grenelle Environnement – Comité opérationnel n° 17 « Eau ».

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000506/index.shtml>

Paris, Ministère de l'écologie, 2008 – 72 p.

- **Articles de presse spécialisée**

Le financement de la politique de l'eau doit-il reposer sur la seule facture d'eau ?

Environnement et technique n° 326, p. 16-17 - 01/06/2013

Etat des lieux des modes de financement des eaux pluviales en France.

Techniques Sciences Méthodes n° 5, p. 83-91 – 01/05/2013

Pour une gestion durable de l'eau en France.

Volet 1 : quelle rationalisation des dépenses pour les acteurs de la politique de l'eau ?

Volet 2 : comment améliorer la soutenabilité de la tarification de l'eau pour les ménages ?

Volet 3 : les risques stratégiques de la gestion quantitative de l'eau en France et les perspectives d'adaptation à l'horizon 2030.

<http://www.strategie.gouv.fr>

Note du Centre d'analyse stratégique n° 326-327-328, p. 1-14, tabl., graph. - 01/04/2013

BALANA (BB), SLEE (B), VINTEN (A)

A review on cost-effectiveness analysis of agri-environmental measures related to the EU WFD (European Water Framework Directive) : key issues, methods, and applications.

Ecological economics n° 70/6, p. 1021-1031, bibliogr., fig. - 15/04/2011

VERCHERE (A)

Normes, taxes et pollution diffuse aux nitrates.

Revue française d'économie n° 2, p. 93-136, bibliogr. - 01/10/2010

COCHARD (F), SPAETER (S), VERCHERE (A), WILLINGER (M)

Pollution diffuse aux nitrates et incitations économiques.

Revue française d'économie, p. 71-119, bibliogr., graph., schémas - 01/07/2009

DESTANDAU (F), NAFI (A)

Programmes de mesures de la directive cadre sur l'eau : doit-on discriminer l'effort de dépollution ?

Revue d'Economie Politique n° 1, p. 95-118, bibliogr., tabl., graph. - 01/01/2009